

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/807

19 février 1988

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 15 FEVRIER 1988, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE
DU DESARMEMENT PAR LES REPRESENTANTS PERMANENTS DE L'ARGENTINE,
DE L'INDE, DU MEXIQUE ET DE LA SUEDE, TRANSMETTANT LE TEXTE
D'UN DOCUMENT INTITULE "DECLARATION DE STOCKHOLM", ADOPTE
A STOCKHOLM LE 21 JANVIER 1988 PAR LES CINQ CHEFS D'ETAT
OU DE GOUVERNEMENT DE L'ARGENTINE, DE LA GRECE, DE L'INDE,
DU MEXIQUE ET DE LA SUEDE ET PAR LE PREMIER PRESIDENT
DE LA TANZANIE

Poursuivant leur examen des questions concernant le désarmement ainsi que la paix et la sécurité internationales, les cinq chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique et de la Suède et le Premier Président de la Tanzanie ont adopté à Stockholm (Suède), le 21 janvier, un document intitulé "Déclaration de Stockholm".

La Déclaration de Stockholm, dont le texte est joint à la présente lettre, porte sur plusieurs points de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Nous sommes convaincus qu'elle contient certaines idées et perspectives capables d'apporter une contribution positive et utile à nos efforts communs visant à promouvoir la cause du désarmement et de la paix. Nous demandons par conséquent que ce texte soit reproduit et distribué comme document de la Conférence.

L'Ambassadeur
Représentant permanent de l'Argentine
pour les affaires du désarmement
(Signé) Mario Cámpora

L'Ambassadeur
Représentant permanent de l'Inde
auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève
(Signé) Jaskaran Singh Teja

L'Ambassadeur
Représentant permanent du Mexique
à la Conférence du désarmement
(Signé) Alfonso Garcia Robles

L'Ambassadeur
Représentant permanent de la Suède
à la Conférence du désarmement
(Signé) Rolf Ekéus

DECLARATION DE STOCKHOLM

Au cours des dernières décennies, une poignée de nations ont acquis la capacité non seulement de se détruire mutuellement, mais encore d'anéantir le reste de la planète. Leurs machines de guerre pourraient faire disparaître la civilisation et toute vie sur Terre.

Aucune nation n'a le droit d'utiliser de tels instruments de guerre. Ce qui est néfaste sur le plan moral devrait aussi être interdit expressément par le droit international au moyen d'un accord international ayant force obligatoire.

Tous les Etats sont tenus d'appliquer le droit dans les relations internationales. Le respect de ses principes de base est la condition fondamentale d'un ordre mondial juste et stable et d'un désarmement véritable.

Ces principes sont aujourd'hui transgressés. Les différends internationaux sont de plus en plus souvent tranchés par la force. L'idée fallacieuse que la raison du plus fort est la meilleure constitue, surtout en cette ère nucléaire, l'un des dangers qui menacent le plus notre planète.

C'est à ceux qui possèdent des armes nucléaires qu'il incombe de prendre les décisions cruciales qui empêcheront la catastrophe finale. C'est à eux qu'il appartient d'agir en vue d'éliminer complètement les armes nucléaires.

Il n'en reste pas moins que nous autres, les Etats non dotés d'armes nucléaires, nous désirons légitimement que ces armes d'épouvante soient abolies. Nous l'exigeons. C'est là un devoir, non seulement vis-à-vis de nous-mêmes, mais encore à l'égard des générations futures. Le sort de systèmes d'armements capables de semer la mort et la destruction sans tenir compte des frontières nationales ne doit pas rester entre les seules mains de quelques Etats.

* * *

Lorsque l'Initiative des six nations a été lancée il y a plus de trois ans, les perspectives de désarmement étaient sombres. Pratiquement toutes les négociations étaient dans l'impasse. Par la suite, à notre grande satisfaction, le dialogue a repris entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. La signature à Washington, le 8 décembre, du Traité FNI peut être considérée comme un premier pas historique. Elle démontre que la volonté politique permet de surmonter tous les obstacles, y compris celui de la vérification qui a manifestement été la principale pierre d'achoppement pendant longtemps. Les dispositions du Traité à cet égard constituent à coup sûr des lignes directrices utiles pour des accords futurs. Mais il reste beaucoup à faire. La course aux armements n'est pas encore arrêtée, et encore moins inversée. De nouvelles armes nucléaires continuent d'être fabriquées et essayées. Le Traité FNI ne réduira le nombre total des armes nucléaires que d'un faible pourcentage. Néanmoins, il prouve à l'évidence qu'un changement d'orientation est possible. Il ne faut plus tarder à conclure des accords de désarmement d'une portée plus large.

* * *

Même après l'application du Traité FNI, des milliers d'armes nucléaires tactiques demeureront en Europe et ailleurs. En fait, ces armes pourraient bien être celles qui déclenchent une catastrophe nucléaire.

Nous demandons instamment que ces armes nucléaires tactiques soient elles aussi entièrement abolies, sans délai. A cet égard, il convient également de se pencher à titre prioritaire sur la nécessité d'apporter de substantielles réductions aux forces classiques.

* * *

Les armes nucléaires stratégiques font peser sur l'humanité une menace mortelle. Elles constituent le coeur même de la capacité actuelle de surdestruction. Nous sommes fermement convaincus qu'il faut les supprimer totalement avant que nous ne soyons témoins d'une catastrophe qui pourrait survenir même par erreur.

L'objectif convenu d'une réduction de 50 % des arsenaux stratégiques de chaque superpuissance doit être atteint. Nous insistons pour qu'un traité sur de telles réductions soit signé par les dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique au premier semestre de 1988. Un tel traité marquerait un pas décisif sur la voie de l'élimination définitive de toutes les armes nucléaires.

* * *

La compétition militaire ne doit pas s'introduire dans de nouveaux domaines. L'espace nous appartient à tous, et de plus en plus nombreux sont les pays qui dépendent de façon croissante des avantages de son utilisation pacifique. Ce milieu ne doit pas servir à des fins destructrices.

Il est encore temps de prévenir une course aux armements dans l'espace. Nous demandons aux parties au Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques de respecter rigoureusement ce traité. Nous réitérons également notre appel en faveur d'une interdiction complète des armes antisatellites. En particulier, et à titre de mesure intérimaire, nous proposons un accord interdisant les essais de telles armes.

* * *

Les accords sur la réduction des arsenaux nucléaires existants doivent s'accompagner de mesures décisives en vue de maîtriser la mise au point effrénée de nouvelles générations d'armes nucléaires encore plus perfectionnées et épouvantables. La meilleure solution serait que tous les Etats cessent tous les essais d'armes nucléaires. Une telle mesure serait cruciale non seulement pour atteindre cet objectif, mais encore pour éviter que les armes nucléaires prolifèrent dans des pays qui se sont abstenus jusqu'ici d'en acquérir.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont entrepris des négociations bilatérales pour fixer progressivement des limites inférieures aux essais nucléaires. Un accord quel qu'il soit qui n'exclut pas la possibilité de poursuivre les essais ne serait pas acceptable. Nous affirmons une fois de plus qu'une interdiction complète des essais aurait dû être décidée depuis longtemps. En attendant qu'elle le soit, nous lançons à nouveau un appel pour que tous les pays suspendent immédiatement tous les essais nucléaires.

Une interdiction efficace des essais doit être universellement respectée, ce qui exige des négociations multilatérales au sein de la Conférence du désarmement. Nous, représentants d'Etats non dotés d'armes nucléaires, sommes prêts à contribuer aux efforts entrepris pour aboutir rapidement à l'adoption d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

L'offre que nous avons faite d'apporter notre concours à la vérification de toute cessation des essais d'armes nucléaires reste valable. A cet égard, notre groupe d'experts convoquera prochainement, en Suède, une conférence à laquelle devraient participer de nombreux pays pour évaluer les efforts déployés jusqu'ici à l'échelle mondiale en vue d'élaborer les mesures les plus efficaces de vérification de l'interdiction des essais.

La Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement, devrait être renforcée et devenir un instrument plus efficace afin de réaliser le désarmement nucléaire et d'éliminer toutes les autres armes de destruction massive. Il conviendrait de conclure d'urgence une convention sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques. Cette mesure constituerait également un exemple pour les efforts futurs dans le domaine multilatéral.

* * *

La vérification du respect des accords de désarmement est une question qui touche toutes les nations. Nous voulons tous être sûrs que les accords visant à détruire les armes existantes, ou à s'abstenir de les mettre au point, soient strictement respectés. C'est pourquoi nous estimons qu'il est absolument nécessaire d'avoir un système de vérification internationale dans le domaine du désarmement.

A cet effet, nous reconnaissons la nécessité d'établir un système multilatéral intégré de vérification au sein de l'Organisation des Nations Unies, qui fasse partie d'un cadre multilatéral renforcé en vue de garantir la paix et la sécurité, aussi bien pendant le processus du désarmement que dans un monde exempt d'armes nucléaires. Nos six nations proposeront conjointement cette année, à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, que l'Organisation des Nations Unies favorise la création d'un tel système.

* * *

L'abolition totale des armes nucléaires et la progression rapide vers ce but représentent pour l'humanité un impératif fondamental et moral, sans qu'il y ait besoin de se référer à toute autre lutte pour la justice et le développement dans le monde. Il est néanmoins impossible de traiter de questions relatives au désarmement sans être atterré par le gaspillage de ressources humaines et matérielles qui se commet actuellement pour fabriquer des engins meurtriers et des armes de destruction massive.

L'instabilité qui caractérise aujourd'hui l'économie mondiale a eu des répercussions profondes sur les pays les plus pauvres et les plus endettés. La course aux armements, en particulier entre les superpuissances, contribue beaucoup à aggraver la situation.

Pour la première fois, à New York l'an dernier, s'est tenue une Conférence des Nations Unies sur la relation entre le désarmement et le développement. Les participants se sont accordés à reconnaître le rapport complexe qui existe entre le désarmement, le développement et la sécurité, et ont mis au premier plan des préoccupations internationales les menaces non militaires qui pèsent sur la sécurité.

Les ressources mondiales sont limitées. Il nous fait choisir. Si nous voulons des charrues en quantité suffisante, nous devons réduire le nombre des épées.

* * *

Comme nous l'avons toujours souligné, la question du désarmement nucléaire touche toutes les nations. Nous avons été très encouragés par l'appui que nous ont apporté d'autres Etats non dotés d'armes nucléaires, de même que des assemblées parlementaires et des organisations non gouvernementales, des mouvements pacifistes et des particuliers du monde entier. Nous espérons pouvoir encore compter sur leur soutien.

* * *

La confiance mutuelle et le désarmement devraient remplacer la méfiance et le surarmement en tant que tendances dominantes des relations internationales. L'évolution récente de la situation fait naître l'espoir. Il est maintenant primordial de saisir l'occasion pour mettre un terme à la course aux armements et inverser le mouvement de manière décisive. La création d'un monde non violent et exempt d'armes nucléaires exige toujours plus d'imagination, d'énergie et de détermination.

La menace nucléaire demeure une réalité. Notre ordre mondial est encore au bord de l'abîme nucléaire. Au seuil de la dernière décennie du vingtième siècle, il faut continuer de viser non seulement à empêcher le désastre, mais aussi à éliminer en fin de compte toutes les armes nucléaires.

Chacun peut et doit jouer un rôle en vue d'assurer notre survie, de renforcer notre sécurité et de créer des conditions permettant de vivre dans la dignité.

Nous demandons instamment aux Etats dotés d'armes nucléaires de poursuivre le processus du désarmement nucléaire, comme il est de leur devoir.

Pour notre part, nous nous engageons à faire tout en notre pouvoir pour que ce processus devienne irréversible.

Raúl Alfonsín
ARGENTINE

Andréas Papandréou
GRECE

Rajiv Gandhi
INDE

Miguel de la Madrid
MEXIQUE

Ingvar Carlsson
SUEDE

Julius Nyerere
TANZANIE